

La création de cadres de concertation des acteurs de la pêche : élaboration d'un modèle reproductible d'aménagement des pêcheries et renforcement de l'installation des CLPA

Cette présentation concerne l'extension USAID/Wula Nafaa du projet initialement financé par IUCN NL/EGP.

Zone d'intervention :

La ria Casamance se présente comme un long couloir de 360 kilomètres d'ouest en est, recevant les eaux de nombreux affluents. Avec les chenaux de marées vers l'embouchure, appelés localement bolons, un bassin versant de 14 000 km² constitue un écosystème de zones humides avec une riche biodiversité. L'influence des marées monte jusqu'à Diana Malari à 240 km de l'embouchure. La ria Casamance est un estuaire inverse, avec des taux de salinité plus élevés vers l'amont. La sécheresse des années 70, accompagnée d'une évaporation accrue, ont provoqué des taux de salinité élevés, menaçant le stock halieutique naturel. Depuis les années 1980, l'insécurité dans la région a fait fuir nombre de villageois qui ont abandonné leur terre pour la pêche, ainsi augmentant fortement la pression démographique. Ces événements ont provoqué un accès anarchique aux ressources.

Le projet IUCN NL/EGP initial intervient dans les régions de Ziguinchor et Sédhiou et couvre 04 départements (Sédhiou, Goudomp, Ziguinchor, Bignona), 07 arrondissements, 02 communes (Goudomp et Ziguinchor) et 10 Communautés Rurales (Djiredji, Djibanar, Adéane, Niaguis, Ouonck, Coubalan, Enampore, Karthiack, Mlomp, Djinaki). Les activités sont concentrées dans 04 zones de pêche (Goudomp, Adéane, Ziguinchor, Tiobon) avec 34 villages ciblés.

L'extension USAID/Wula Nafaa prévoit un élargissement de la zone d'intervention avec les six Communautés Rurales de Djibabouya, Bemet Bijini, Bambali, Simbandi Balante, Yarang et Simbandi Brassou, ainsi élargissant la zone de Goudomp et créant la zone de pêche de Marsassoum. En plus elle envisage d'approfondir et d'intensifier le renforcement de capacités des CLCOP par un appui au dispositif d'appui de Kolda et Ziguinchor pour un suivi mensuel des CLCOP. La communication aux acteurs de la pêche de la ria Casamance sera approfondie avec des notes sur l'approche de la chaîne de valeur. Quelques tests d'innovations en capture et en post-capture seront réalisés en étroite collaboration avec pêcheurs et mareyeurs.

Mots clefs :

- Elaboration d'un modèle reproductible d'aménagement des pêcheries
- Conseil Local de la Pêche Artisanale (CLPA)
- Gestion écosystémique
- Approche de la chaîne de valeur
- Innovations en capture et en post-capture
- Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP)
- Comité villageois de gestion (CVG)
- Collèges des acteurs de la pêche en Casamance
- Cadre de Concertation d'une zone de pêche (CCP)
- Collectif des Artisans de la pêche crevette de la ria Casamance
- Certification de la pêcherie crevette de la ria Casamance

Durée de l'extension USAID/Wula Nafaa : 12 mois à partir du 01 février 2009

Résumé du projet :

Les zones humides en Casamance constituent un réservoir exceptionnel de ressources hydrauliques et halieutiques. Celles-ci étaient traditionnellement exploitées par les populations riveraines qui pratiquaient une pêche de subsistance avec un équipement rudimentaire. L'activité sur le fleuve était réglementée par les populations elles-mêmes. Les limites de chaque terroir étaient connues et reconnues de tous et l'exploitation des ressources était régie par des règles généralement respectées. De plus en plus, le fleuve Casamance a attiré des pêcheurs venant du Nord du pays et des Pays limitrophes. Cette migration a engendré de multiples changements dans les pratiques d'exploitation et des systèmes de gestion locaux. Les nouveaux arrivants ont introduit des technologies plus modernes, augmentant ainsi les capacités de prélèvement. Ces pratiques, largement adoptées par les autochtones, ont fait de la pêche l'une des activités les plus lucratives. Depuis deux décennies, sous l'effet conjugué de la baisse pluviométrique et des pressions anthropiques, la capacité de régénération du stock halieutique s'est beaucoup réduite.

La crise qui a sévi dans cette partie du pays a empêché une partie importante de la population de mener leurs activités agricoles : déplacement massif, champs de mines, insécurité dans les terroirs et cetera. Pour survivre, ces habitants se sont mis à pêcher, augmentant ainsi fortement la pression sur les ressources halieutiques. En même temps, les ressources humaines des services administratifs chargés de la surveillance ont été très réduites, ce qui a provoqué un accès anarchique aux ressources. D'autre part, la dégradation des conditions climatiques a engendré d'importantes modifications de l'écosystème : sursalinisation, acidification des sols, disparition des mangroves. Les aménagements hydro-agricoles (endiguements, barrages, routes) ont réduit les surfaces inondées, réduisant les zones de reproduction et de nursery.

La combinaison de ces différents facteurs a conduit à la surexploitation des ressources halieutiques de la ria et à l'effondrement de son potentiel productif. En vingt ans, les mises à terre ont été réduites de moitié et certaines espèces ont totalement disparu. Ce contexte de raréfaction des ressources, de forte pression anthropique et de déficit de contrôle a permis l'émergence de conflits entre les différents acteurs. S'y ajoute une mauvaise gestion post-capture qui provoque une commercialisation médiocre et des pertes considérables.

Définie comme un compromis dynamique entre l'autogestion communautaire et la gestion gouvernementale centralisée, la cogestion est considérée par les spécialistes comme une démarche éminemment bénéfique dans toute stratégie de gouvernance locale et de gestion durable des pêcheries. La promotion de la cogestion locale des pêcheries et l'implication active et de proximité des plates-formes de concertation et d'information des organisations de producteurs sont nos axes principaux d'intervention. L'approche de proximité est assurée par une implication active au niveau de la Communauté Rurale des membres du CLCOP. Selon la FAO, pour appliquer une approche écosystémique à la gestion halieutique actuelle, il faudra associer un plus grand nombre d'utilisateurs (exploitants ou non) des écosystèmes marins aux délibérations et à la prise de décisions en développant des modes participatifs, l'évaluation et le consensus entre les utilisateurs. Le CLCOP, nouveau promoteur innovateur du développement rural au Sénégal doit alors jouer le rôle de cheville ouvrière. Chaque filière de la pêche (espèce pêchée ou engin de pêche, mareyeur ou autre transformatrice) doit s'organiser en Organisation de Producteur (OP) filière et adhérer au CLCOP au sein de chaque Communauté Rurale. Ces OP filière se nomment collèges. En plus de son rôle premier d'organe de concertation entre les OP de la Communauté Rurale, le CLCOP est l'interface d'une part entre les OP et le Conseil Rural et, d'autre part, entre les OP et les autres partenaires au développement intervenant dans la Communauté Rurale.

La base fondamentale de la cogestion est l'organisation des acteurs à la base et le renforcement de leurs capacités. Les innovations en capture et postcapture doivent ajouter une valeur aux produits halieutiques pour les producteurs. Cette valorisation est pérennisée par une approche de la chaîne de valeur.

L'organisation des acteurs de la pêche et l'information de la population riveraine incite le village d'élire un comité villageois restreint, appelé Comité Villageois de Gestion (CVG), regroupant le Chef de village, les représentants de la filière pêche (tout collègue doit être représenté) et de la société civile.

La deuxième plate-forme de concertation est formée par la réunion entre collèges de plusieurs Comités Rurales qui partagent une même zone de pêche avec ses particularités. Les CLCOP agissent comme facilitateur de ces réunions et se chargent au début du rapportage et documentation. Les membres des collèges délèguent des élus au Cadre de Concertation de la zone de pêche (CCP). Le travail de proximité est assuré dans chaque Communauté Rurale par le Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP). Les acteurs de la pêche se regroupent au niveau de la Communauté Rurale en OP filière ou collège selon l'espèce pêchée et/ou engin utilisé. Ainsi, sont créés le collège des pêcheurs walo walo, le collège des pêcheurs crevette canal, le collège des pêcheurs mandingue et autres collèges des pêcheurs crevette féfé-féfé. Ces collèges sont légalisés et adhèrent ultérieurement à une des cinq fédérations de la pêche.

Après avoir assuré l'application de la loi, chaque CCP élabore une convention locale provisionnelle qui dresse un cadre de référence pour une gestion et une exploitation équitable en mettant en évidence les spécificités de la zone de pêche. Ce modèle d'aménagement des pêcheries peut être reproductible dans des autres régions et faciliter l'installation des Conseils Locaux de la Pêche Artisanale (CLPA). Effectivement, les zones de pêche choisies par les collèges de différentes CR peuvent se transformer au besoin en CLPA. Le CCP est l'arbre à palabres des temps modernes où se discutent les affaires de la communauté, lieu de rencontre et d'échange d'informations par excellence et qui peut facilement être intégrée dans un autre cadre choisi et voulu par les acteurs.

Le troisième niveau d'organisation est la constitution du Collectif des Artisans de la pêche en Casamance. Chaque collège y est représenté et des réunions périodiques sous l'égide des deux Conseils Régionaux doivent coordonner l'aménagement des pêcheries de toute la ria Casamance. Cette phase d'organisation sera objet d'une prolongation de l'actuel projet.

La méthode utilisée est une approche écosystémique des pêches, poursuivant le développement durable en recherchant le bien-être à la fois pour l'homme et pour l'environnement. L'approche écosystémique tient compte des usages et des utilisateurs au sens large du milieu marin (dont la pêche) et de la nécessité de reconnaître et de concilier les nombreux objectifs de ces utilisateurs de manière à ce que les générations à venir puissent aussi tirer pleinement parti des biens et des services offerts par le milieu marin. Cette approche voit aussi dans l'homme une composante essentielle de l'écosystème dans lequel la pêche prend place, et elle s'intéresse principalement aux interactions à l'intérieur du système. Ainsi, l'aménagement des pêcheries comprend des activités pour trouver des solutions à - et cela avec la participation active des groupes cibles - la diminution des prises accessoires, la maille la plus adaptée, la réduction des pertes post-captures, les activités environnementales (reboisement de la mangrove, éducation à l'environnement mangroviens, collecte des piles usagées) et l'approche de la chaîne de valeur.

Nos activités cherchent à synchroniser les expériences de la cogestion des pêcheries avec le développement agricole. En intégrant pleinement les pêcheurs de la ria Casamance au monde rural, ils peuvent bénéficier et participer à part entière à son développement.

L'approche d'aménagement des pêcheries proposée est de type bottom-up et ne se considère pas contradictoire à l'installation des CLPA (plutôt top-down). Une synthèse des deux approches actuellement en cours dans les Sine Saloum et en Casamance contribue à l'élaboration d'un modèle reproductible d'aménagement des pêcheries.

L'organisation des acteurs de la pêche et en particulier de la pêche crevettière est l'ébauche d'un Partenariat Public Privé (PPP) qui doit aboutir à l'installation d'une certification de la pêcherie crevettière de la ria Casamance. Une plate-forme de pêcheurs et mareyeurs

organisés et motivés crée un environnement propice à l'investissement privé pour une partie intéressée à un produit d'exportation de haute qualité.

I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION

- les principaux problèmes que le projet va traiter
 - ⇒ l'accès anarchique aux ressources halieutiques
 - ⇒ la surexploitation des ressources halieutiques côtières
 - ⇒ le manque d'organisation des acteurs de la pêche
 - ⇒ le manque d'information de la population
 - ⇒ les pertes considérables par une mauvaise gestion en capture et postcapture

- le cadre institutionnel

Le code de la pêche maritime (Loi n° 98-32 du 14 avril 1998) a comme champ d'application les eaux maritimes sous juridiction sénégalaise. Ces eaux sont constituées par la mer territoriale, la zone contiguë, la zone économique exclusive, les eaux intérieures marines ainsi que les eaux des fleuves et rivières jusqu'aux limites fixées par décret.

La pêche au Sénégal n'est toujours pas une compétence transférée. Par contre, la cogestion des pêcheries Sénégalaises est en phase expérimentale et inscrite dans la lettre de la politique sectorielle (LPS). Cette phase est en particulier appuyée par la Banque Mondiale et est basée sur des théories et des études de cas au Japon, aux Philippines et au Sénégal (voir programme GIRMaC). La pêche est aussi promue grappe de croissance par le Gouvernement Sénégalais. Dans ce contexte, les institutions administratives, comme les organisations professionnelles, seront placées dans un nouveau paradigme, focalisé sur le développement des pêcheries par une modification des conditions d'accès aux ressources halieutiques en introduisant des concessions d'usufruit avec l'implication de tous les utilisateurs. Ainsi, leurs représentations basculeront plutôt vers les organisations de producteurs et vers un transfert de la responsabilité Etatique de la gestion (voir LPS).

Conformément à l'article 7 de la Loi N°98-32 Code de la Pêche « Dans chaque région où il existe des activités de pêche maritime, le Ministre chargé de la pêche maritime peut instituer, par arrêté, des Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA) ».

La structuration de ces CLPA, est précisée dans l'article 8 du Code de la Pêche, qui stipule « Chaque conseil est composé de représentants locaux de l'administration, d'élus, de notables, de pêcheurs artisans, d'associations de pêcheurs artisans, de transformateurs, de mareyeurs et d'aquaculteurs. Les membres du conseil sont désignés par le Ministre chargé de la pêche maritime sur proposition du chef du service régional de la pêche maritime en concertation avec les organisations professionnelles de pêche maritime locales. Les séances du conseil sont présidées par le chef de l'exécutif régional ou son représentant. Le président peut inviter à participer aux séances du conseil, toute personne dont il juge la présence utile compte tenu de l'ordre du jour ».

Depuis 1996, les régions, dernières nées des collectivités locales, font l'objet d'importants transferts de compétences de la part de l'État central et jouent un rôle de coordination et d'harmonisation du processus de décentralisation. Cette décentralisation donne plus de pouvoirs aux collectivités locales et en particulier à la Communauté Rurale (CR) à laquelle est désormais confiée la gestion des ressources naturelles. Cette gestion se base sur la cogestion avec les organisations de producteurs (OP) du monde rural. Au sein de chaque CR, ces OP se retrouvent réunies selon leur filière d'activité dans le CLCOP, qui permet aux OP d'une même communauté rurale de se retrouver, de se concerter, d'échanger leurs expériences, de valoriser leurs savoirs et savoir-faire en vue d'améliorer leurs conditions d'activité et de vie. Les différentes organisations de producteurs, Groupement d'Intérêt

Economique (GIE), association, coopérative et autres fédérations de pêcheurs payent une cotisation au CLCOP qui encadre leurs activités et les propulse à un niveau supérieur.

La Banque Mondiale appuie le Projet des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs (PSAOP). Ce programme poursuit l'objectif de promouvoir les conditions d'une plus large adoption de techniques et technologies susceptibles d'améliorer la productivité agricole, au sens large du terme. Le principe général des réformes et actions retenu par l'État dans le cadre du PSAOP est de transférer, au secteur privé et aux OP, toutes les fonctions dont ils s'estimeront capables objectivement d'assurer l'exercice. Le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), dont des organisations de pêcheurs sont membres fondateurs, est le principal pilier du projet.

En plus de son rôle premier d'organe de concertation entre les OP de la Communauté Rurale, le CLCOP est l'interface d'une part entre les OP et le Conseil Rural et, d'autre part, entre les OP et les autres partenaires au développement intervenant dans la Communauté Rurale. Sans être limitatives, ces attributions sont :

- organiser, entre les OP, annuellement, un débat sur les priorités à soutenir pour le renforcement des capacités des OP et pour les investissements communautaires du secteur agricole ;
- communiquer au Conseil Rural et aux partenaires locaux les propositions des OP issues du débat sur les priorités ;
- donner au Conseil Rural et aux partenaires locaux des avis sur les actions, projets et programmes de développement agricole ;
- étudier tous les projets proposés par les OP aux plans technique et financier et de vérifier leur conformité par rapport aux priorités du PLD ;
- approuver ou ajourner les projets présentés par les OP dans le cadre de mandat qui lui est confié par des projets et programmes.

Le CLCOP est un outil au service du Conseil Rural pour le développement agricole. Au terme des dispositions de la loi sur la décentralisation, la responsabilité du développement local relève du Conseil Rural qui doit l'exercer avec la participation de tous les acteurs. Pour réaliser cette mission, la porte d'entrée serait un diagnostic qui impliquerait toutes les catégories d'acteurs afin de mieux connaître l'environnement, ses contraintes et potentialités et de dégager les priorités de développement.

Ce diagnostic devrait aboutir à l'élaboration d'un plan local de développement qui intègre l'ensemble des préoccupations des populations et dont le financement serait assuré par les différents intervenants dans la Communauté Rurale. Il sera fait obligation au Conseil Rural de désigner des maîtres d'ouvrage délégués pour chaque secteur porteur identifié. Le CLCOP pourrait être le maître d'ouvrage délégué du secteur agricole dans les domaines de la production, de la transformation, de la conservation et de la mise en marché. En effet, le CLCOP, promu au niveau d'une communauté rurale, est exclusivement composé de représentants d'OP locales qui en assurent le fonctionnement et décident de l'allocation des fonds de formation et ou d'investissement en réponse aux demandes de leurs membres.

Appuyé par la Banque Mondiale et son programme PSAOP, le CLCOP devient la porte d'entrée au CR et en même temps facilitateur pour l'organisation de concertations entre OP des CR adjacentes.

Nos activités cherchent à synchroniser les expériences de la cogestion des pêcheries avec le développement agricole. En intégrant pleinement les pêcheurs de la ria Casamance au monde rural, ils peuvent bénéficier et participer à part entière à son développement.

L'approche d'aménagement des pêcheries proposée est de type bottom-up et ne se considère pas contradictoire à l'installation des CLPA (plutôt top-down). Une synthèse des deux approches actuellement en cours dans les Sine Saloum et en Casamance contribue à l'élaboration d'un modèle reproductible d'aménagement des pêcheries.

- pour mémoire, les acquis du projet IUCN NL/EGP

La zone d'intervention du projet IUCN NL/EGP est initialement prévue de couvrir quatre zones de pêche : la zone de Goudomp dans la région de Sédhiou avec la commune de Goudomp et les Communautés Rurales de Djibanar et Djiredji sur l'autre rive. Les zones de Adéane (CR de Adéane, Niaguis et Ouonck, Coubalan sur l'autre rive), Ziguinchor (commune et CR de Enampore) et Tiobon (CR de Karthiack, Mlomp et Djinaki sur l'autre rive). Le financement du projet IUCN NL/EGP couvre la période 15/08/2007 au 15/08/2009. Depuis son démarrage, le projet est en étroite collaboration avec 08 CLCOP, les CR de Djibanar et Mlomp ne disposant pas encore de CLCOP. Son rôle est joué par le CLCOP de Karthiack dans la zone de Tiobon et par le Centre de Pêche de Goudomp.

Chaque CLCOP est doté d'un premier budget de 90.000 Francs CFA ce qui permet de présenter et de partager les objectifs avec l'administration locale et les élus locaux.

La particularité de notre stratégie est l'approche de proximité. Il a semblé important de partir des niveaux pertinents de prise de décision et par cercle concentrique afin d'élargir l'action à toute la ria Casamance. Le premier niveau à être identifié comme échelle de partage des problématiques et des fréquentations mutuelles entre les différentes communautés de pêcheurs est le village. Un renforcement de capacités des acteurs de la pêche et des populations riveraines à ce niveau résulte en l'élaboration d'un inventaire exhaustif des acteurs à la base et de leurs moyens d'exploitation. Ce travail participatif est réalisé par les acteurs mêmes et constitue ainsi la première phase d'organisation de ces mêmes acteurs : l'inventaire incite à se réunir et à se rencontrer entre différents modes d'exploitation. Ainsi, la première phase s'est axée sur l'implication active du CLCOP qui organise des séances d'information et de sensibilisation dans les villages. Ces réunions ont abouti à l'élaboration d'un état des lieux avec un inventaire des pêcheurs avec leurs engins de pêche et l'installation d'un Comité Villageois de Gestion (CVG) dans les 34 villages ciblés.

Un CVG est composé du chef de villages, des représentants de la société civile et de chaque filière de la pêche active au village. Le CVG agit plutôt comme réunion de sages et fait appel pour l'exécution de son pouvoir à la cohésion et la pression sociales. La zone d'intervention est limitée à la zone de pêche du village où les infractions dénoncées sont en général réglées à l'amiable. Les pêcheurs eux-mêmes surveillent sur leur lieu de travail (le fleuve) à l'application de la réglementation retenue. Une infraction est dénoncée au Comité Villageois de Gestion (CVG). Les membres élus de ce CVG essaient de régler le problème à l'amiable. En cas d'échec, l'infraction est portée au Cadre de Concertation de la zone de pêche (CCP) qui réunit les délégués des collèges d'une zone de pêche. Ce CCP a recours au pouvoir des élus locaux (PCR, maires) et peut faire appel à tout agent assermenté qui peut imposer la saisie du matériel ou infliger une amende. Ce fonctionnement est précédé par des réunions de sensibilisation de la zone de pêche, ressemblant des délégations des villages de la zone. Durant ces réunions, l'application de la Loi est proclamée et quatre priorités sont définies :

- interdiction formelle des filets monofilament
- maille minimale pour la pêche de poissons de 25mm
- maille minimale pour la pêche de la crevette de 12mm
- longueur maximale d'un filet est fixée à 300m

Ce processus est actuellement en cours. Même s'il reste encore beaucoup à faire, les premières saisies de filets monofilament dans la zone de Goudomp et de 20 à Niaguis et de 32 à Fanda ont montré leur efficacité.

La deuxième phase est marquée par le renforcement de capacités des membres du CLCOP en techniques de pêche par les agents du Service Régional des Pêches et de la Surveillance et en communication par le dispositif d'appui. Le CLCOP doit aussi démultiplier la formation aux acteurs de la pêche en calcul, enfin qu'ils puissent mieux gérer leurs budgets familiaux et professionnels. Les 08 CLCOP sont dotés d'un budget de 345.000 Francs CFA chacun qui

doit faciliter les concertations villageoises et les visites d'échange entre OP filières des différentes CR. Nous sommes actuellement dans cette phase.

- bien fondé de l'extension

L'impact des seize premiers mois d'activités du projet IUCN NL/EGP s'est avéré concluant. Le renforcement de capacité des membres de CLCOP et la collaboration avec le dispositif d'appui du CRCR ne peuvent qu'améliorer ces performances. L'approche de proximité qui part de l'organisation à la base, apporte des éléments à considérer si on les compare avec l'installation des Conseils Locaux de Pêche Artisanale actuellement en cours.

L'installation de 30 CLPA est prévue sur les côtes Sénégalaises dont 4 sont actuellement réalisés comme sites tests : Joal, Kayar, Sindia, Foundiougne. Les membres du Conseil sont désignés par le Ministre de la pêche, sur proposition du chef du service régional des pêches maritimes, dans le cadre d'un processus qui est basé sur la convocation d'assemblées générales des groupes socioprofessionnels et des organisations professionnelles locales. Ainsi, l'installation des CLPA est fondée sur la présomption de l'existence d'une organisation à la base des acteurs de la pêche. Une situation qui est encore loin de la réalité.

L'objectif initial vise à long terme la création d'un environnement propice aux investissements privés qui doivent porter un Partenariat Public-Privé d'installation d'une certification de la pêcherie crevette de la ria Casamance. Dans ce contexte, il est indispensable que les acteurs de la pêche crevette soient bien organisés afin d'avoir des partenaires fiables. Par contre, il s'est avéré impossible sur le terrain de séparer les acteurs de la pêche crevette des autres et de favoriser un group sélectif. Ainsi, la phase d'organisation des acteurs de la pêche se consacre à tous les acteurs et se focalise sur l'installation des Organisations de Producteurs Filière ou collèges qui à leur tour adhèrent au CLCOP. Cette phase terminée, les activités d'accompagnement se focalisent sur l'aménagement de la pêcherie crevette. Avec l'extension de USAID/Wula Nafaa nous couvrons presque la totalité de la zone de pêche crevette en Casamance.

En plus, nos interventions dans les innovations en capture et postcapture et dans l'approche de la chaîne de valeur restent limités au minimum. Et c'est justement le potentiel d'une valeur ajoutée qui peut inciter les acteurs de la pêche à s'organiser. Dans cette perspective, notre approche de proximité va faciliter des activités menées par les pêcheurs et mareyeurs eux-mêmes sur quelques sites de débarquement. Voir les activités citées plus loin. Des visites d'échange renforceront ensuite la cohésion sociale entre acteurs de la pêche qui, fournis d'informations nécessaires, se décident de s'organiser en bloc commun.

- légitimité / capacités du promoteur du projet pour conduire l'intervention

Créé le 01 avril 1998 à Ziguinchor, Sénégal, IDEE Casamance est une Association sans but lucratif et inscrit comme telle à la Gouvernance de Ziguinchor sous le récépissé 0026/GRZ/ du 17/09/1998. Sa stratégie générale est de recueillir les demandes des populations, de les analyser et de les accompagner dans la conception et l'exécution de toute action visant la conservation de la biodiversité et la gestion durable des zones humides en Casamance. Des actions promouvant le développement socio-économique et culturel des populations locales habitant dans la mangrove sont prises en compte.

Depuis l'an 2000, IDEE Casamance donne un appui/conseil aux populations locales à travers le Programme "Les zones humides de la ria Casamance : une biodiversité à sauvegarder" avec l'appui financier de CORDAID (ONG Néerlandaise), la Coopération Néerlandaise (par l'intermédiaire de l'ambassade des Pays Bas à Dakar) et IUCN NL/EGP.

Le programme initial est composé de 04 axes :

- appui/conseil aux cueilleuses d'huîtres

- organisation de la pêche artisanale dans la ria Casamance
- revalorisation des bassins traditionnels piscicoles
- éducation à l'environnement mangrovien pour écoles élémentaires

Depuis août 2007 les interventions de IDEE Casamance se focalisent sur l'aménagement de la pêcherie crevettière dans la ria Casamance. L'intervention couvre les régions de Sédhiou et Ziguinchor. IDEE Casamance est la seule structure qui promeut le renforcement de capacités des acteurs de la pêche continentale dans la ria Casamance. Nous avons élaboré maintes études sur le fonctionnement, les engins de pêche, la cogestion et autres contraintes et besoins de la pêche continentale en Casamance.

IDEE Casamance se veut l'initiatrice d'une certification de la pêcherie crevettière dans la ria Casamance. GTZ a commandité une étude sur les possibilités de certification et IDEE Casamance, en collaboration avec le bureau d'étude Suisse BlueYou, a produit une proposition de projet de Partenariat Public Privé (PPP).

Dans ce même contexte, les relations entre la FAO et IDEE Casamance ont abouti à une collaboration de terrain : une Analyse de Cycle de Vie (ACV) de la pêcherie crevettière dans la ria Casamance et celle chalutière au large. Cette étude c'est déroulé de novembre 2007 à février 2008. L'étude, la première ACV d'un produit halieutique dans un pays émergeant, est financée par SWEDMAR, l'unité de coopération pour le développement international de la Commission des pêches suédoise et le Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO. Elle est exécutée par SIK (Institut Suédois pour l'alimentation et la biotechnologie) avec l'aide de spécialistes en matière d'évaluation du cycle de vie des produits de la mer de l'Université d'Aalborg, Danemark et de l'INRA, France.

Voir notre site Internet www.ideecasamance.org

II - OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif du projet

L'objectif général est de fournir les éléments d'une approche alternative d'aménagement dont la synthèse avec l'installation des CLPA doit aboutir à un modèle reproductible d'aménagement des pêcheries.

Les objectifs secondaires sont :

- Le renforcement des capacités des acteurs de la pêche de la ria Casamance par la constitution des collèges des acteurs de la pêche selon leur spécialisme (engin de pêche, espèce ciblée)
- La formulation des conventions locales des zones de pêche qui met en valeur leurs spécificités, inspirée par une cogestion
- L'acquisition des mesures de diminution des prises accessoires et d'améliorations en post-capture
- La création d'un environnement propice aux investissements du secteur privé qui doit aboutir à une certification des la pêcherie crevettière

- Contribution à la conservation de la biodiversité :

Le projet encourage la participation active des pêcheurs et des populations riveraines à toute étape de prise de décision et d'établissement d'un état des lieux. Le projet appuie des initiatives déjà manifestes d'activités environnementales de proximité comme le reboisement de mangrove et l'éducation à l'environnement mangrovien. La diminution de la pêche d'alevins des espèces ciblées et non ciblées contribue à la conservation de la

biodiversité. En commun accord, les pêcheurs ont la possibilité de choisir pour un repos biologique d'une espèce spécifique et pour l'installation des zones de frayère.

▪ Contribution à la gestion des pêcheries :

Le projet incite à la participation active des collectivités locales et des élus locaux des deux Régions à l'aménagement des pêcheries avec une approche communautaire. En concordance avec acteurs de la pêche, populations riveraines et l'Administration, une cogestion des pêcheries est installée dont les conventions locales contribuent à la valorisation du produit et déterminent les moyens d'exploitation autorisés.

▪ Contribution à la gestion intégrée :

Le projet incite à une participation active des radios communautaires et utilise une grande diversité de supports de communication adaptés à l'analphabétisme (Français) des groupes cibles. La documentation de la stratégie d'approche et du déroulement de ses activités produisent un manuel pour l'aménagement des pêcheries artisanales, caractérisées en premier lieu par une déficience de données et de statistiques fiables. L'implication active des groupes cibles dans le processus de réduire à néant cette déficience (avec par ex. ParFish), est une phase importante dans le renforcement de capacité de ces groupes. Ces expériences de terrain serviront de cadre pour l'aménagement des autres pêcheries artisanales dans les estuaires adjacents.

▪ Résultats attendus du projet et indicateurs correspondants

Résultat	Indicateur
Etat des lieux des pêcheries de la ria Casamance	Chaque chef des villages ciblés a validé une liste avec effectif des acteurs/moyens d'exploitation
Un comité villageois de gestion (CVG) est fonctionnel dans chaque village ciblé	Liste des membres et PV de réunions Liste des règlements
Les CVG rendent compte des activités villageoises au CLCOP	Rapports d'activités des CLCOP et PV de réunions avec liste de présence
Les acteurs de la pêche sont organisés en OP filière ou collège au niveau de la CR	Inscription et cotisation au CLCOP
Premier choix des cinq zones de pêche	Goudomp - CR Djibanar, Djiredji, Diattacounda, Bambali, Simbandi Brassou, Samine Escale avec liste des villages adhérents Marsassoum - CR Marsassoum, Bemet Bijini, Ouonck avec liste des villages adhérents Adéane - CR Adéane, Niaguis, Coubalan avec liste des villages adhérents Ziguinchor - CR Enampore avec liste des villages adhérents Tiobon - CR Karthiack, Mlomp, Djinaki avec liste des villages adhérents
Les CLCOP facilitent les réunions entre les collèges des CR formant une zone de pêche	PV d'installation des CCP
Les collèges ont élu leur délégation au sein du CCP	PV des réunions des CCP et listes de présence
Un Cadre de Concertation et de Cogestion est fonctionnel dans les zones de pêche	PV des réunions des CCP, listes de présence et plan d'activités au sein de chaque Communauté Rurale
Phase 1 du fonctionnement des CCP et CVG : application de la Loi	PV des infractions et mesures de sanctionnement
Les CCP ont entamé des concertations pour un code de conduite pour leur zone de pêche	L'existence d'un croquis de convention locale, avec la possibilité de tenir compte d'une particularité de la zone
Démonstration/Suivi/Innovation en capture et en post-capture	Documentation des résultats des essais Nombre de demandes de filets adaptés Choix de la maille soutenu par les tests

- Changements espérés et impacts en fin de projet et indicateurs correspondants

Le fonctionnement à long terme du Collectif des Artisans de la pêche crevettière en Casamance permet à ses collègues membres de s'informer et d'identifier tous les besoins et contraintes de chaque étape de la chaîne de commercialisation de la crevette. Cette approche de la chaîne de valeur rapproche les acteurs de la pêche crevettière aux unités d'exportation. Ces usines privées seront alors intéressées à investir pour obtenir un meilleur produit et de haute qualité. L'indicateur est la relation entre le Collectif et les unités de transformation et la facilité d'écoulement des produits sur le marché. Ces conditions de collaboration entre usines et producteurs créent un environnement propice pour un PPP qui doit aboutir à une certification de la pêcherie crevettière.

Les essais d'innovations en capture et en post-capture doivent aboutir à la disponibilité d'indicateurs précis sur l'efficacité des différents filets (rapport maille et les prises, efficacité de la profondeur de pêche, les dimensions des filets et l'impact des innovations sur les prise accessoires) et donner la relation réelle entre investissement (hygiène, stockage, transport, glacières) et rendement post-capture (prix de vente). Les tests sont effectués sur le terrain par les acteurs mêmes. L'avancement et les résultats sont divulgués par les émissions de radio communautaires et par visites d'échange.

Le fonctionnement syndicaliste des différents collèges garantit la défense des intérêts professionnels de ses membres : mareyeurs, pêcheurs de crevettes canal, pêcheurs de crevettes félé-félé et autres femmes micro mareyeuses.

Les activités dans le cadre de l'approche de la chaîne de valeur doivent mettre en valeur toutes les étapes de production et de commercialisation et renforcer les capacités des différents acteurs. Par l'échange d'information, les acteurs des différentes étapes peuvent identifier les besoins et contraintes des autres maillons de la filière, renforçant ainsi la cohésion et la synergie entre les différentes étapes et leurs acteurs respectifs, ce qui rend la filière plus performante et plus rentable.

L'installation d'une convention locale consensuelle dont la réglementation est élaborée en étroite collaboration entre acteurs à la base et les populations riveraines, qui en assurent le suivi, apaise la menace de conflits latents et assure la sauvegarde du stock. L'approche de proximité dont les résultats accumulent au niveau régional servira de bon exemple aux autres activités de la pêche.

III - ACTIVITES ET STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

- Stratégie d'intervention et principales activités :

La gestion devra tenir compte plus efficacement des interactions entre la pêche et l'écosystème, ainsi que du fait que l'un comme l'autre sont soumis à des variations naturelles à long terme et aux effets d'utilisateurs autres que la pêche. Avant tout, l'approche écosystémique cherche à garantir aux générations futures de pouvoir bénéficier de tous les biens et services que peuvent offrir les écosystèmes en abordant les problèmes d'une manière beaucoup plus globale, ne se limitant pas à certaines espèces ou groupes d'espèces ciblées par la pêche, comme on l'a souvent fait jusqu'à présent.

Il est ressorti des différents ateliers communautaires et des pratiques traditionnelles, qu'une prise en charge efficace et durable de l'aménagement des pêcheries doit partir des niveaux pertinents de prise de décision, graduellement élevé à un niveau supérieur par cercle concentrique afin d'élargir l'action à toute la ria Casamance. Le village est le premier niveau à être identifié où se partagent les problématiques mutuelles et les fréquentations quotidiennes entre les différentes communautés de pêcheurs et la population riveraine. Le renforcement des capacités des acteurs à la base ou organisations des producteurs (OP) partira d'un diagnostic participatif au sein du village. Cet état des lieux, réalisé par les acteurs eux-mêmes, est la première phase d'organisation de ces mêmes acteurs : la

réalisation du diagnostic incite à se réunir et à se rencontrer entre différents modes d'exploitation. Cette même participation active, accompagnée d'une information sur la filière, incite aux acteurs de tester des adaptations en capture et en post-capture.

Le CLCOP joue un rôle fédérateur et assure l'approche de proximité. Le renforcement de capacité de ses membres permet un dispatching dans chaque village de formation et d'information des pêcheurs et de la sensibilisation de la population riveraine. L'adhésion des collègues de pêcheurs au CLCOP renforce à son tour ce cadre de concertation.

Les principales activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs :

- Réunions villageoises de sensibilisation et de conscientisation
- Inventaire de la pêche locale avec la participation active des acteurs à la base
- Renforcement de capacité des acteurs à la base
- Renforcement de capacité citoyenne (organisation de réunions et élections, rédaction de PV, connaissance de la législation)
- Adhésion des collèges d'acteurs de la pêche au sein du CLCOP
- Installation des CVG
- Renforcement de capacité des encadreurs (CLCOP, Services Régionaux, Collectivités Locales)
- Programme de communication et d'information (tracts, bandes dessinées, radio communautaire)
- Installation des Cadres de Concertation de zone de Pêche - CCP
- Introduction à l'approche écosystémique
- Introduction à l'approche de la chaîne de valeur
- Démonstration/Suivi/Innovation des adaptations/innovations en capture et en post-capture au quai de débarquement de Baghagha et Goudomp
- Visites d'échange entre collèges de CR et zones de pêche, facilitées par le CLCOP
- Réunions de restitution et d'information par les CLCOP
- Réflexions sur une convention locale pour chaque zone de pêche
- Appui aux activités environnementales de proximité (reboisement de mangrove, sketches, éducation, collecte piles usagées, aires protégées)

▪ Partenariats pour la mise en œuvre

Pivot de notre programme est une approche de proximité qui promeut la cogestion des ressources naturelles et qui, dans ce cadre, réunit acteurs de la pêche et populations riveraines. Un rôle pondérant est alors attribué aux CLCOP (Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs). Le CLCOP est une plate-forme qui réunit l'ensemble des Organisations des Producteurs (OP) d'une communauté rurale. Ainsi, des réunions périodiques avec les bureaux des Communautés Rurales et leurs Cadres de Concertation et de Gestion évaluent et déterminent la stratégie, impliquant ainsi directement les élus locaux et le Conseil Régional pour la perspective régionale.

Les acteurs mêmes sont directement impliqués dans l'établissement de l'état des lieux de leurs effectifs et modes d'exploitation et participent à l'estimation de la biomasse exploitable de crevettes avec par ex. des programmes comme Parfish. Cette participation active leur donne un sentiment de responsabilité et les impliquent d'avantage.

L'encadrement de ce processus est assuré par le CLCOP qui est encadré par les agents du Service Régional des Pêches et de la Surveillance, et appuyé par ANCAR, le dispositif d'appui et IDEE Casamance. Pour des prestations spécifiques, le projet peut faire recours à tout autre partenaire au développement dans la zone.

Un aspect important de la réussite est le transfert d'information. Pour cela nous utilisons les radios communautaires et autres plates-formes de communication. Des tracts et dessins animés (une grande partie du groupe cible est analphabète) compléteront l'accès à

l'information. Et enfin, l'objectif ne peut être atteint si l'accès à l'information se limite aux délégués. Un rôle primordial est alors donné aux séances de restitution à la base.

- Partenariats du programme

En même temps que les activités de terrain, un problème majeur doit être résolu : la lacune dans l'aménagement du territoire avec comme conséquence que les plans spéciaux d'aménagement approuvés par l'Etat dans les zones concernées n'existent pas.

Parmi les 9 compétences transférées par la Loi N° 96-07, deux nous intéressent particulièrement, à savoir :

- celui relatif à l'environnement et la gestion des ressources naturelles ;
- celui relatif à l'aménagement du territoire.

L'article 22 de la présente loi aborde explicitement les différents aspects d'aménagement et de gestion du domaine maritime et fluvial. Il stipule « dans la zone du domaine public maritime et du domaine public fluvial, dotés de plans spéciaux d'aménagement approuvés par l'Etat, les compétences de gestion sont déléguées par ce dernier aux régions, communes et communautés rurales concernées respectivement pour les périmètres qui leur sont dévolues dans les dits plans. Les redevances y afférents sont versées aux collectivités locales concernées. Les actes de gestion qu'elles prennent sont soumis à l'approbation du représentant de l'Etat et communiqué, après cette formalité au conseil régional pour information¹ ».

Des concertations intensives avec le Conseil Régional sont donc indispensables à la réussite de l'intervention. Ces concertations seront entamées dès qu'un certain niveau d'organisation à la base est atteint et un bilan d'état des lieux est dressé. Ce bilan doit aussi présenter les contraintes et besoins des acteurs dans chaque zone de pêche.

Alors sont aussi noué des concertations avec les fédérations de la pêche FENAMS, UNAGIEMS, CNPS, FENAGIE Pêche, FENATRAMS et CONIPAS.

Une synergie des activités des partenaires au développement actifs dans le même domaine est cherchée durant toute la durée : CADL, CAR, PADERCA, ANCAR, ARD, GRDR, ANRAC, ProCas, Océanium, GIRMAC, UICN et autres Wetlands International.

- Mode de coordination du projet

Cheville ouvrière de l'exécution des activités est le CLCOP dont les membres, qui reçoivent un renforcement continu de leurs capacités et sont appuyés techniquement par le CAR, appuient les acteurs de la pêche à s'organiser et à s'informer. Ce travail de proximité se concentre d'abord au village et dès que les collègues sont adhérents au CLCOP ce cadre de concertation devient plate-forme d'information et facilitateur de rencontres à une plus grande échelle (zone de pêche).

Le dispositif d'appui au sein du CRCR de Ziguinchor et Kolda en collaboration avec IDEE Casamance assurent le suivi de ce travail de proximité et l'encadrement des CLCOP. Cette équipe d'appui est renforcée par les responsables de zone du projet USAID/Wula Nafaa :

Région Ziguinchor	Hamet Keba Goudiaby, Assistant Coordinateur, responsable de Ziguinchor Cheikh Sidy Coly, zone de Diegoune
Région Sédhiou	Boubacar Fofana, Assistant Coordinateur, responsable de Kolda/Sedhiou Moussa Cissoko, zone de Bambali

Les membres de l'équipe de USAID/Wula Nafaa sont parties intégrantes du processus de suivi et combinent, si besoin et occasion se posent, leurs interventions avec celles de ce projet.

¹ Evaluation Environnementale du Programme GIRMaC, Février 2004

Ainsi, les liens périodiques entre les membres de l'équipe d'appui citée ci haut permettent une intégration cohérente des activités visant le secteur de la pêche dans le programme global USAID/Wula Nafaa. Les rapports trimestriels avec indicateurs et détails d'avancement des activités servent de points de repère. Le WWF, en tant que responsable du volet ressources halieutiques au sein du projet USAID/Wula Nafaa sera partie intégrante dans le processus d'harmonisation et d'évaluation des activités en Casamance et le Sine Saloum.

En même temps IDEE Casamance, en tant que personne impartial et objectif, s'approche d'avantage des collègues pour un appui/conseil indépendant sur des questions qui couvrent toute la ria Casamance. Elle peut par exemple jouer le rôle d'intermédiaire entre les usines ou groupements de mareyeurs.

Des séances périodiques de restitution au Service Régional des Pêches et de la Surveillance des deux régions permettent une évaluation régulière et permettent d'adapter ce qui est nécessaire.

IV - CHRONOGRAMME

Activité :	Trimestre	1	2	3	4
Réunions villageoises de sensibilisation/conscientisation (CVG)					
(In)formation des acteurs à la base					
Etat des lieux de la pêche locale avec la participation active des acteurs à la base					
Renforcement de capacité citoyenne (organisation de réunions et élections, rédaction des PV et documentation)					
Création des collèges d'acteurs de la pêche au sein du CLCOP					
Renforcement de capacité des CLCOP					
Programme de communication et d'information (tombola collecte piles usagées, tracts, bandes dessinées, radio communautaire)					
Démonstration/Suivi/Innovation engins de pêche					
Visites d'échange					
Séances de restitution et d'information sous l'égide des CLCOP					
Réunions entre collègues et mareyeurs/usines					
Réunions d'évaluation/coordination des CCP					
Appui aux activités environnementales de proximité (reboisement de mangrove, sketches, éducation)					
Concertations sur une convention locale de la zone de pêche					

V - BUDGET

Le projet IUCN NL/EGP couvre la période 15/08/2007 au 15/08/2009 pour un montant de 39.356.394 Francs CFA.

L'extension USAID/Wula Nafaa couvre la période 01/02/2009 au 01/02/2010 pour un montant de 26.307.000 Francs CFA (voir budget détaillé en annexe)

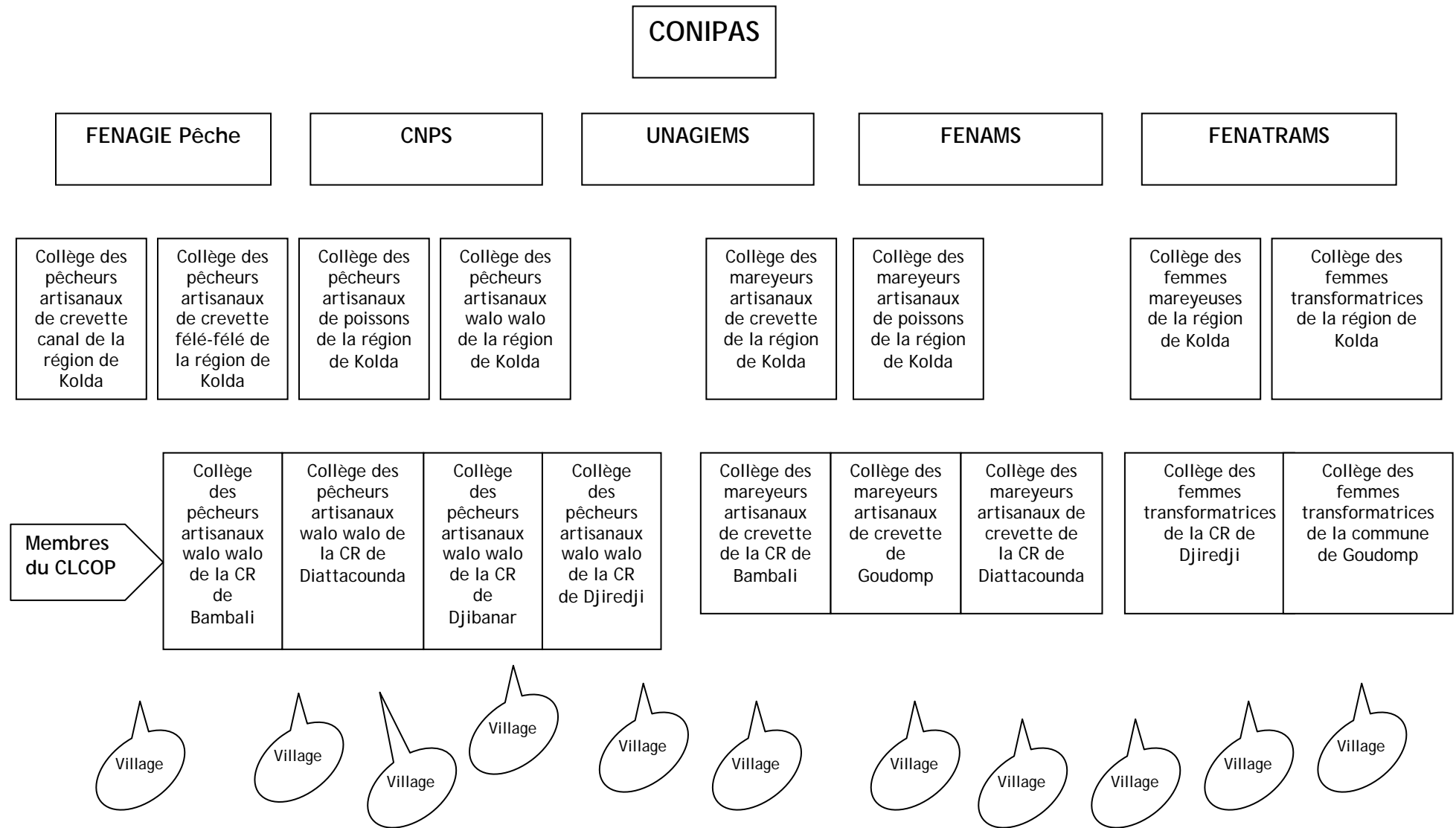
Ziguinchor, 18 décembre 2008

Intervenir pour le Développement Ecologique et l'Environnement en Casamance

IDEE Casamance
 BP 120
 Ziguinchor
 33 991 45 92
 peche@ideecasamance.org
 ideecasamance@arc.sn

www.ideecasamance.org

Organisation des acteurs de la pêche Continentale



Organigramme d'un Cadre de Concertation d'une Zone de Pêche

ANCAR - Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
 CADL - Centre d'Appui au Développement Local
 CLCOP - Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs
 CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
 Collège - rassemblement de pêcheurs selon l'espèce pêchée
 CR - Communauté Rurale
 CRCR - Conseil Régional de Concertation et de Coopération des Ruraux
 PSAOP - Projet des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs

